

TOUT ÇA N'EMPÊCH'PAS QU'LA COMMUNE N'EST PAS MORTE !

Le dernier livre¹ de Baudelot et Establet dont il est rendu compte par ailleurs suscite, comme ceux qui l'ont précédé, un réel intérêt. Nous passerons pourtant rapidement sur les analyses proposées car il n'est pas d'autre moyen d'éprouver leur pertinence que d'en entreprendre une lecture directe. Aussi, ce qui nous retiendra plus longuement, c'est ce dont il n'est dit mot en 2009 pour parler de l'école et qui s'entend, en creux, avec d'autant plus de force.

À partir de l'examen de comparaisons internationales sur l'efficacité des systèmes scolaires, notamment celles que propose l'OCDE dans ses enquêtes PISA, nos deux auteurs poursuivent leur exploration des moyens de comprendre, et de changer, l'école d'aujourd'hui. Ils le font dans le contexte difficile ouvert par les gouvernements successifs depuis près de 50 ans qu'aggravent encore les choix récemment affichés... On retiendra ainsi plusieurs débouchés immédiats de leur travail. *En premier*, redonner confiance aux enseignants français : le niveau monte malgré tout, ce n'est pas le moment de jeter l'éponge. *En second*, dissuader

1. Christian Baudelot, Roger Establet : *L'élitisme républicain ; L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales.* Seuil.

le pouvoir actuel de brader l'appareil scolaire : l'école constitue une richesse pour un pays et la France n'est pas encore dans la première moitié du palmarès des 30 nations économiquement les plus développées. *En troisième*, convaincre les parents que la réussite individuelle des enfants n'est pas une affaire privée et qu'elle est étroitement liée à la manière collective d'assurer la réussite de tous : refuser toute sélection précoce et consolider le tronc commun sans possibilités de bifurcation ou de redoublement.

Dans le rapport actuel des forces sociales, on ne peut donc que se réjouir de l'existence de ce dernier ouvrage. En souhaitant toutefois en dire un peu plus sur l'organisme international qui « aide si bien les gouvernements attachés aux principes de la démocratie et de l'économie de marché à répondre aux défis sociaux et de gouvernance »... L'OCDE, en effet, a été créée en 1948 par les 17 pays qui ont accepté, sous les espèces bien sonnantes du plan Marshall, l'aide des États-Unis afin, *version soft*, de lutter contre la misère qui fait le lit du communisme ou, *version hard*, de lutter

contre le communisme qui se propose d'abolir un système économique dont d'aucuns prétendent qu'il fait le lit de la misère... On le voit, rien que du beau monde. Et humaniste avec ça ! L'effondrement de l'URSS n'a pas mis fin à la mission que s'était donnée l'OCDE. Il s'agit désormais, bonnes gens, de réunir nos forces contre quelques bavures subsidiaires du système de production triomphant afin de lui permettre de continuer à enrichir la petite minorité qui l'organise et à détruire la multitude qui l'exécute. Système de production qui ne peut survivre qu'en se faisant impitoyablement concurrence à lui-même afin de conjurer cette bien fâcheuse baisse tendancielle du taux de profit, objet de manipulations théoriques aussi retorses que les modèles financiers concoctés par les « économistes » pour taire ses effets.

Dans cette perspective, l'opinion des experts de l'OCDE sur les dispositifs de formation de la force de travail et, notamment, sur les compétences à identifier chez tous les enfants et adolescents de la planète, cette opinion peut-elle *notablement* différer de celle d'un Directeur des Ressources Humaines quant aux qualités qu'il est en droit d'exiger de représentants du personnel de son entreprise ? Baudelot et Establet ont l'habileté² de ne pas poser la question car ce qui les intéresse ici, c'est de reprendre les données des enquêtes PISA afin de dégager quelques constantes dont on découvre qu'elles concernent autant l'avenir de l'école capitaliste reproductrice que les prémices d'une éducation émancipatrice.

En vrac, citons : « *le redoublement amplifie les inégalités sans améliorer les résultats du système éducatif [...] l'école française est l'une des meilleures du monde... pour une petite moitié de ses élèves, et l'une des plus mauvaises pour l'autre moitié [...] la justice et l'efficacité sont condamnées à marcher main dans la main ou à décroître de concert [...] la France doit se doter d'un véritable tronc commun assurant une formation élevée au plus mauvais élève sortant du plus mauvais de nos collèges [...] la voie la plus sûre pour dégager des élites nombreuses consiste à faire porter l'essentiel des efforts sur l'école de masse [...] la réduction des écarts entre le haut et le bas n'est pas seulement un facteur de réussite moyenne mais aussi d'amélioration des performances de la tête... ».*

En clair, sommés d'avoir à dégager « l'élite » que réclament les entreprises capitalistes dans la concurrence vitale qu'elles doivent se faire, les États découvrent qu'ils y parviennent d'autant mieux qu'ils élèvent plus fortement le niveau général du terreau à partir duquel la sélection s'opère. Aussi surprenant qu'il y paraisse, on découvre que la sélection d'une élite très compétitive – sélection présentée aux parents comme le gage d'une *réussite individuelle* rendue morale par la revendication, aussi républicaine qu'illusoire, de l'égalité des chances – ne peut résulter que d'un intense effort de *promotion collective*. Ô paradoxe !, l'élite la meilleure ne se constituerait-elle qu'en lien avec la « masse » la plus compétente ? En clair, l'élite la moins élitiste ! À la limite, celle qui n'existe plus en tant qu'élite... On frémit devant cette contradiction supplémentaire du capitalisme qui n'en aurait vraiment pas besoin !

². Le mot *capitalisme* est absent des 120 pages du livre et ne figure sur la 4^{ème} de couverture que pour rappeler les titres des publications antérieures des auteurs !

Car on en devine aisément les dangers. Comment, par exemple, dès lors que le capital scolaire investi par chacun dans l'emploi tend à s'égaliser, justifier les écarts de salaire grâce auxquels on divise le salariat jusqu'à constituer en son sein ces couches superposées dont les intérêts (à tous les sens du mot) seraient prétendument opposés, voire même pour les classes moyennes supérieures, plus proches de ceux qui détiennent le *capital économique* que des O.S. ou des employés ? Comment verrouiller, en conséquence, les langages qu'une scolarisation plus performante de la « masse » mettra insidieusement à portée d'un plus grand nombre et dont l'usage pourrait favoriser le passage, comme disait l'autre !, d'une classe *en soi*, conscientisation oblige, à une classe *pour soi* ? Comment...

On sait bien, depuis Jules Ferry, que l'école a plus d'un tour pédagogique dans son sac, qu'il s'agisse de persuader la majorité qui y échoue qu'on a tout tenté et que les choses de l'esprit ne sont décidément pas pour elle dès qu'on sort de « questions pour un champion » ; qu'il s'agisse d'entraîner « l'élite » à voler au secours de « la force des choses », à circonscrire sa réflexion dans des disciplines émietées, de telle manière qu'aucune ne permette à elle seule d'accéder aux racines de la nécessité où se débat l'humanité et où, finalement, le seul horizon réaliste reste encore, en attendant, de s'en tirer moins mal que son voisin. Quant à savoir si l'intolérable inégalité sur laquelle prospère le monde « mondialisé » est une fatalité, ce n'est visiblement au programme ni des petites ni des grandes écoles... En clair, les

contradictions dans le domaine de la production des savoirs – comme de tous les biens – que permet le capitalisme, malgré ses attendrissants et séculaires serments de se moraliser sous peu, ne conduiront pas mécaniquement à son dépassement. Nul doute qu'il y faille un vigoureux coup d'épaulement ! Et qu'on en renforcera l'élan en allant regarder de plus près dans le sac à malices pédagogiques.

Or, le hasard veut qu'il existe une enquête (parallèle dans le temps à celle de l'OCDE) conduite par l'UNESCO sur les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. En allant directement à ses conclusions, Cuba – pour ne point le nommer (comme on dit !), afin de ne pas renforcer les motifs réels³ des rétorsions économiques dont il est l'objet depuis près de cinquante ans – obtient des résultats sans commune mesure avec ceux des 15 autres états évalués. Chacune des deux enquêtes a choisi d'exprimer ses mesures dans la même distribution de moyenne 500 et d'écart-type 100. La Finlande, pays le

plus performant dans l'enquête OCDE, y culmine environ à 550 points (+ 1/2 écart-type par rapport à la moyenne) aussi bien en compréhension de l'écrit qu'en culture mathématique. Pour l'enquête UNESCO, Cuba culmine à 600 points en lecture et 640 en mathématique (respectivement + 1 et + 1,4 écart-type !).⁴

Que sait-on donc de la politique éducative menée à Cuba ? L'enseignement y est obligatoire jusqu'à 16 ans dans le respect de l'égalité entre les sexes. Jusqu'à 15 ans, il est donné dans un tronc méticuleusement commun, sans redoublement, filières et sorties subreptices. Voilà de quoi conforter les analyses structurelles de Baudelot-Establet. Le reste – le principal ? – est affaire de pédagogie. Ce qui est mis en place du début à la fin de la scolarité obligatoire, c'est un enseignement dit *polytechnique*, commun pour tous les élèves afin de ne pas séparer les jeunes entre futurs travailleurs manuels et intellectuels. Ce qui est, dès le début, à l'œuvre dans cette éducation, répétons-le, polytechnique,⁵ ce sont les différents langages qui permettent de rencontrer et de comprendre, en s'y impliquant, la réalité matérielle, sociale, culturelle... Cette réalité ne se définit pas à partir des besoins concurrentiels d'une économie de marché mais dans un cadre difficile et conflictuel qui tente de répondre aux besoins populaires tels que les conditions du moment contraignent de les poser collectivement. La formation intellectuelle puise donc ses racines dans l'expérience du travail productif partagé dont il s'agit de théoriser une pratique effective...

Il est intéressant de noter que cette conception de l'éducation avait encore inspiré en 1945 l'expérimentation des « classes nouvelles de l'enseignement secondaire » sous la responsabilité de Gustave Monod, associé quelques années plus tard, dans la foulée du Programme National de la Résistance, au plan Langevin-Wallon. C'est aussi cette approche qui, dès les années 20, inspirait Célestin Freinet, son « école du travail » et son « éducateur prolétarien ». On en voit évidemment un moment important dans la Commune de Paris, quand tout faillit basculer, qui voulait, en continuatrice des luttes sociales du 19^{ème} siècle, « *qu'un manieur d'outil puisse écrire un livre, l'écrire avec passion, sans pour cela se croire obligé d'abandonner l'établi* ». On sait comment Jules Ferry eut alors le redoutable génie politique d'enfermer l'instruction dans l'école afin de sélectionner, dès les premières années, l'élite qui produira des savoirs en reproduisant valeurs, méthodes de pensée et hiérarchies par lesquelles un peuple se domestique...

Les luttes à mener pour l'éducation ne dépendent décidément ni des sujets avec lesquels on amuse aujourd'hui l'opinion ni des champs où les enseignants sont contraints de batailler. Nous devons, confortés par de telles enquêtes, tout reprendre à partir du Temps des Cerises, en tirant des leçons de l'Histoire qui l'a suivi !

■ Jean FOUCAMBERT

3. lesquels n'ont de toute évidence que bien peu à voir avec des atteintes (invoquées) aux droits de l'homme, atteintes sans doute effectives mais proportionnellement dérisoires (en termes de nuisances, destructions, massacres, dictatures, exploitations, tortures, violations démocratiques, abâtissements, etc.) au regard de celles que commettent – ou feignent d'ignorer – ne serait-ce que les États de l'OCDE afin d'imposer, à leurs propres peuples comme aux autres, leur domination économique...

4. Certes, entre les 2 enquêtes, les épreuves ne sont pas les mêmes, pas plus que les âges (15 ans pour l'OCDE et 12 ans pour l'UNESCO). Toutefois, plusieurs pays ont participé à l'une et à l'autre. À partir de la corrélation entre les performances respectives de ces pays aux deux enquêtes, on peut faire une projection statistique des résultats qu'aurait obtenus Cuba à l'enquête OCDE s'il y avait lui aussi participé : 520 points en compréhension de l'écrit et 550 en culture mathématique. Pour garder des repères, la France (dont le PIB par habitant est plus de 7 fois supérieur à celui de Cuba) y obtient respectivement 488 et 496 points et le Brésil (PIB plus du double de Cuba) 393 et 370. Même en minorant ces estimations au-delà de toute prudence, il ne se peut pas qu'elles n'aient aucun sens...

5. Il ne faut pas assimiler polytechnique et professionnel. Le premier est plutôt un enseignement général qui vise à développer contrastivement les technologies de l'intellect à l'œuvre dans le traitement de la réalité rencontrée dans la complexité de ses éléments en interdépendance ; le second vise plutôt la maîtrise de savoir-faire (et dans le meilleur des cas, de leurs bases théoriques) à l'œuvre dans un domaine spécialisé.